

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Martin Willemart, Emmanuelle
Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, Elise Willame, Vincianne Lerate, Valérie Glatigny, Valérie Locatelli, Gabriela
Banu, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.09.26

#Objet : Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs à partir de 16 ans #

Séance publique

Service Juridique

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Nouveau Code pénal entrant en vigueur le 1er septembre 2026 ;

Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 3, 1° et 2°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales permet au conseil communal de prévoir une sanction administrative pour certaines infractions mixtes visées par cette loi ;

Considérant que l'article 23, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 24 juin 2013 prévoit que le Collège des Bourgmestre et Échevins peut conclure un protocole d'accord avec le Procureur du Roi compétent en vue du traitement des infractions mixtes ;

Considérant la réforme du droit pénal résultant de l'entrée en vigueur du Nouveau Code pénal au 1er septembre 2026 ;

Considérant la nécessité d'adapter les protocoles d'accord existants afin d'assurer leur conformité avec les nouvelles dispositions pénales ;

Considérant que les nouveaux protocoles d'accord relatifs au traitement des infractions mixtes, applicables aux majeurs et aux mineurs, ont été élaborés dans le cadre des concertations entre le Parquet de Bruxelles, les zones de police et les communes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ;

Considérant que ces protocoles tiennent notamment compte de la réappropriation par le Parquet du traitement des faits de vol simple, lesquels ne feront plus l'objet d'un traitement administratif communal ;

Considérant qu'il y a lieu de valider ces protocoles afin de permettre leur entrée en vigueur concomitamment à celle du Nouveau Code pénal ;

RATIFIE

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs

CHARGE

la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs

ENTRE :

La commune d'Auderghem, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Sophie De Vos, Bourgmestre, et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal ;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le Procureur du Roi Julien MOINIL;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1^{er}, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la nouvelle loi communale ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**-Cadre légal :**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions aux articles 17 et 18 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne l'autorisation préalable qui peut être imposée par règlement communal et aux infractions suivantes au Code pénal :

- a) Article 194
- b) Article 198,1^o
- c) Article 244
- d) Article 423
- e) Article 424
- f) Article 463
- g) Article 465
- h) Article 466, 2^o
- i) Article 514
- j) Article 515
- k) Article 516
- l) Article 517
- m) Article 666

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

- Cadre conventionnel :**Article 1. – Echange d'informations**

Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule : Le présent protocole s'applique uniquement aux mineurs dont l'âge accomplis est de 16 ans au moment des faits et dont les personnes qui exercent l'autorité parentale ou, en cas d'exercice conjoint par des personnes séparées, la personne chez qui l'intéressé réside habituellement, réside(nt) dans la Région de Bruxelles-Capitale. Dans les autres cas, le procès-verbal suit la voie classique.

Le protocole est également d'application lorsque ces personnes n'ont pas de résidence en Belgique, ou lorsque leur résidence est inconnue ou incertaine.

Lorsque le mineur est un MENA (mineur étranger non-accompagné), le protocole sera d'application à moins que le mineur ait déjà un tuteur et que celui-ci réside dans un autre arrondissement.

Les renseignements sur le parent gardien (identité et adresse) seront inscrits sur la 1^{ère} page du procès-verbal.

Lorsque l'infraction est commise par plusieurs suspects, un seul numéro de procès-verbal sera pris et autant de copies que de suspects seront envoyées aux services responsables.

Les antécédents concernant la même infraction seront stipulés dans le procès-verbal.

1 - Quant au traitement différencié selon les infractions mixtes

- Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la commune concernée s'engage, si elles sont reprises dans leur règlement général de police, à traiter les infractions dûment constatées :

ART 244 CP : Injures

ART 423 et 424 CP : Visage non identifiable dans l'espace public

ART 514 et 515 CP : vandalisme

ART 18 loi du 10 novembre 2006

- Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

ART 194 et 198, 1^{er} CP : actes de violence

ART 516 et 517 CP : vandalisme ayant causé un dommage grave et vandalisme sur un bien ayant un intérêt particulier.

ART 463, 465 et 466, 2^o CP : Vol simple

ART 666 CP : bris de scellés

2- Modalités particulières

- Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».

- Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

- Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect sans inscription au registre de la population, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur et Le procureur du Roi s'engage à y apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites).

- Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale ou, en cas d'exercice conjoint par des personnes séparées, la personne chez qui l'intéressé réside habituellement a ou ont une résidence connue à l'étranger, le procès-verbal suit la voie classique.

- Pour tous les dossiers pris en charge par le Fonctionnaire sanctionnateur, celui-ci peut, au regard de la répétition des faits, de leur gravité particulière, de l'importance du préjudice ou d'un contexte spécifique (situation préoccupante, conflit de voisinage persistant, etc) renvoyer les faits au traitement du Procureur du Roi et ce, après concertation avec le magistrat de référence.

Article 3.

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune ou la ville, de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

Article 4

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 septembre 2026

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Martin Willemart, Emmanuelle
Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Jeannine Crucifix, Elise Willame, Vincianne Lerate, Valérie Glatigny, Valérie Locatelli, Gabriela
Banu, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.09.26

**#Onderwerp : Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde
inbreuken begaan door minderjarigen vanaf 16 jaar #**

Openbare zitting

Juridische dienst

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Nieuw Strafwetboek dat in werking treedt op 1 september 2026;

Gelet op het Algemeen Politiereglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende dat artikel 3, 1° en 2°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke
administratieve sancties de gemeenteraad toestaat om voor bepaalde gemengde inbreuken een
administratieve sanctie op te nemen in zijn reglementen of verordeningen;

Overwegende dat artikel 23, § 1, eerste lid, van voormelde wet bepaalt dat het College van Burgemeester en
Schepenen een protocolakkoord kan sluiten met de bevoegde procureur des Konings voor de behandeling
van de gemengde inbreuken;

Overwegende de hervorming van het strafrecht naar aanleiding van de inwerkingtreding van het Nieuw
Strafwetboek op 1 september 2026;

Overwegende de noodzaak om de bestaande protocolakkoorden aan te passen teneinde deze in
overeenstemming te brengen met de nieuwe strafrechtelijke bepalingen;

Overwegende dat de nieuwe protocolakkoorden betreffende de behandeling van gemengde inbreuken voor
meerderjarigen en minderjarigen werden uitgewerkt in overleg tussen het Parket van Brussel, de politiezones
en de gemeenten van het gerechtelijk arrondissement Brussel;

Overwegende dat deze protocolakkoorden onder meer rekening houden met de heropname door het Parket
van de behandeling van eenvoudige diefstallen, die voortaan niet langer via de gemeentelijke administratieve
sanctieprocedure zullen worden afgehandeld;

Overwegende dat het aangewezen is deze protocolakkoorden goed te keuren zodat zij gelijktijdig met de
inwerkingtreding van het Nieuw Strafwetboek van toepassing kunnen worden;

BEKRACHTIGT het protokolakkord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde
inbreuken begaan door minderjarigen

LAADT de Burgemeester en de Gemeente Secretaris om dit beslissing te voeren.

Protokolakkord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken begaan door
minderjarigen

TUSSEN

De gemeente Ouderghem, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de mevrouw Sophie De Vos, burgemeester, en de heer Etienne Schoonbroodt, gemeentesecretaris ;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door de heer de procureur des Konings, Julien MOINIL;

WORDT UITEENGEZET WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, inzonderheid artikel 23, § 1, eerste lid, voor wat de gemengde inbreuken betreft, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, vijfde lid voor wat de verkeersinbreuken betreft;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

- Wettelijk kader:

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. 1 juli 2013), hierna de “GAS-wet” genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor inbreuken op artikels 17 en 18 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening wat de voorafgaande vergunning betreft die kan worden opgelegd door een gemeentelijk reglement, en de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- a) Artikel 194
- b) Artikel 198,1°
- c) Artikel 244
- d) Artikel 423
- e) Artikel 424
- f) Artikel 463
- g) Artikel 465
- h) Artikel 466, 2°
- i) Artikel 514
- j) Artikel 515
- k) Artikel 516
- l) Artikel 517
- m) Artikel 666

Voor de bovengenoemde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol voldoet aan alle wettelijke bepalingen betreffende met name de voorziene procedures voor de overtredders en mag niet afwijken van hun rechten.

- Afsprakenkader:

Artikel 1. – Uitwisseling van informatie

Alle partijen verbinden zich ertoe om samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisselingen.

Daartoe duidt de procureur des Konings een of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de “referentiemagistraten GAS” genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten worden gecontacteerd in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of dit akkoord of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat is gegeven aan bepaalde processen-verbaal. De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen in de steden/gemeenten worden ***onder de verschillende partners*** uitgewisseld. De briefwisseling en/of telefoongesprekken en/of e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

De partijen verbinden zich ertoe om elke wijziging van de contactgegevens van de bovengenoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. – Behandeling van gemengde inbreuken

Inleiding: Dit protocol is enkel van toepassing op minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt en waarvan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, of in het geval van co-ouderschap bij gescheiden ouders, de persoon bij wie de betrokkene gewoonlijk verblijft, een verblijfplaats heeft of hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In de andere gevallen volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

Het protocol is ook van toepassing wanneer deze personen geen verblijfplaats hebben in België of wanneer hun verblijfplaats onbekend of onzeker is.

Indien de minderjarige een NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdeling) is, is het protocol van toepassing tenzij de minderjarige reeds een voogd heeft en deze voogd in een ander arrondissement verblijft.

De gegevens van de ouder met het hoederecht (identiteit en adres) worden vermeld op de eerste pagina van het proces-verbaal.

Wanneer de inbreuk door meerdere verdachten is begaan, wordt er slechts een pv-nummer genomen en worden er evenveel kopieën als verdachten naar de verantwoordelijke diensten verstuurd.

Antecedenten over dezelfde inbreuk worden gepreciseerd in het proces-verbaal.

1- Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe om voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe om de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen als ze opgenomen zijn in hun algemeen politiereglement:

ART 244 SW: beledigingen

ART 423 en 424 SW: niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte

ART 514 en 515 SW: vandalisme

ART 18 wet van 10 november 2006

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar:

ART 194 en 198, 1° SW: gewelddaden

ART 516 en 517 SW: vandalisme met ernstige schade tot gevolg en vandalisme aan een goed met een bijzonder belang.

ART 463, 465 en 466, 2° SW: gewone diefstal

ART 666 SW: zegelverbreking

2- Bijzondere modaliteiten

- Wanneer de in dit protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (bv. intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondden in een vrijheidsberoving, is de toepassing van de procedure voor administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer die bijvoorbeeld gekend is als lid van een stadsbende.
- Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.
- Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten, beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten, met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
- Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen, en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.
- Als het gaat om vaststellingen met een verdachte zonder inschrijving in het bevolkingsregister, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar en verbindt de procureur des Konings zich ertoe om er gevolg aan te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid).
- Indien de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, of in het geval van co-ouderschap bij gescheiden ouders, de persoon waarbij de betrokkene gewoonlijk verblijft, een gekende verblijfplaats in het buitenland hebben of heeft, volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

- *Voor alle dossiers die door de sanctionerende ambtenaar worden behandeld, kan deze laatste, gelet op de herhaling van de feiten, de bijzondere ernst ervan, de omvang van de schade of een specifieke context (verontrustende situatie, aanhoudend burencolliciet, enz.), de feiten na overleg met de referentiemagistraat terugsturen voor behandeling door de procureur des Konings.*

Artikel 3.

Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente of de stad van de beraadslaging van de gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4.

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 25 september 2026

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos